Le public est très sceptique en ce qui concerne la qualité globale des projets des BMD, et il s'interroge sur la question de savoir si celles-ci contribuent vraiment au développement, en particulier dans les régions telles que l'Afrique subsaharienne. Il est clair qu'il faut mieux faire valoir les résultats «sur le terrain» et continuer de préconiser des projets de meilleure qualité.

À cette fin, les institutions pourraient notamment tirer les leçons de leurs succès et de leurs échecs. Il serait utile d'étudier la possibilité d'établir des normes et des critères d'évaluation communs à toutes les institutions. Cela permettrait non seulement d'améliorer l'échange d'information, mais assurerait aussi l'uniformité des évaluations de projets et de programmes par les diverses institutions. Nous devrions en outre encourager le FMI à mettre sur pied son propre service d'évaluation.

Le renforcement de la coordination des politiques pourrait accroître l'efficacité du développement. Bien que la répartition traditionnelle des tâches entre le FMI et la Banque mondiale soit une bonne chose, les opérations seraient améliorées si les missions et l'élaboration des programmes s'effectuaient en commun, à la fois dans les domaines de responsabilité partagée, comme la réforme du secteur financier et les exercices budgétaires, et là où il y a interaction des questions macroéconomiques et structurelles.

- Dans le cas des pays qui font appel aux ressources du FMI, il faudrait s'efforcer de concrétiser une approche plus intégrée. Le cas échéant, il serait indiqué d'utiliser des documents-cadres de politique économique communs.
- Il pourrait également être possible d'améliorer la coordination entre la Banque mondiale et les BRD, celles-ci se concentrant sur leurs missions centrales respectives, et de renforcer la collaboration entre elles lorsque leurs activités se recoupent. Le Groupe de travail du Comité du développement pourrait étudier la possibilité de renforcer la consultation au sujet des programmes de pays respectifs, en vue d'établir une distinction plus claire entre les responsabilités sectorielles de ces institutions dans les divers pays membres.
- La Banque mondiale et les banques régionales de développement devraient être incitées à décentraliser leurs opérations, dans la mesure du possible.
- Les activités de la Société financière internationale (SFI) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) doivent être plus solidement intégrées au Groupe de la Banque mondiale.

À l'avenir, les BMD devront davantage adapter leurs services aux besoins changeants de bon nombre de leurs membres emprunteurs. Il faudra continuer d'accroître